

Débat spécial

Mon temps est limité, et je ne voulais pas être complètement négatif, car, comme je l'ai dit au début, nous appuyons cette intervention. Je n'en crois pas moins que les gens qui partent et même tous les Canadiens veulent des réponses à ces questions. Ils veulent savoir à quoi s'en tenir sur l'avenir du maintien de la paix. Quelle politique sera la nôtre? Quelles ressources y aura-t-il pour les forces de maintien de la paix?

Le gouvernement doit dire clairement quel rôle sera le nôtre à l'avenir non seulement comme gardiens de la paix, mais aussi comme pacificateurs. Il nous faut un énoncé clair sur les priorités qui régiront l'affectation des ressources. Les Canadiens appuient les missions de maintien de la paix, mais ils veulent être certains que le matériel sera là.

En terminant, je veux vous lire une lettre envoyée au ministre des Finances par Valerie Pike, d'Ottawa. Je crois qu'elle dit ce que nous essayons de faire valoir depuis le début de ce débat. Voici ce qu'elle dit au ministre des Finances:

Je veux exprimer mon inquiétude à l'égard des récentes réductions qu'a subies le budget de la défense et qui viennent s'ajouter à une série de réductions qui semble sans fin.

Nous nous attendons à ce que nos militaires entreprennent des missions de plus en plus difficiles non seulement avec moins d'argent, mais aussi sans la certitude de pouvoir compter sur un appui accru à l'avenir.

Si notre politique extérieure comprend encore un engagement à l'égard de la paix dans le monde, alors nous devons être prêts à appuyer sans réserve nos activités de maintien de la paix.

Le gouvernement fédéral s'est empressé d'exploiter la popularité de nos forces de maintien de la paix durant la dernière campagne référendaire. La publicité était excellente, mais nos forces ont besoin d'un appui plus concret.

En dernière analyse, un pays ne devrait pas être jugé par son PNB, mais plutôt par sa contribution aux efforts humanitaires. Nous sommes dans une position unique, car nous avons une expertise dans le domaine du maintien de la paix qui fait l'envie du monde entier. Même s'il est possible que nous établissions un jour un collège international de maintien de la paix, ce qui importe dans le moment, c'est que nous financions nos forces armées. Les Canadiens mettent leur vie en péril partout dans le monde et ils méritent notre appui total. Ne pas leur donner cet appui serait déraisonnable.

• (2000)

Nous appuyons cette initiative. Nous appuyons l'objectif visé; nous voulons même l'élargir et en faire manifestement un objectif à long terme.

Il est temps de donner aux hommes et aux femmes qui servent dans les Forces canadiennes une idée claire de ce que sera la politique à l'avenir et de leur assurer que nous

mettrons à leur disposition les ressources nécessaires afin que nous continuions d'être efficaces non seulement dans cette mission de maintien de la paix, mais aussi dans les autres missions auxquelles nous pourrions être appelés à participer ailleurs dans le monde.

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir participer au débat sur la motion dont la Chambre est saisie ce soir et que le Parti libéral est très heureux d'appuyer avec notre amendement.

Qui peut être témoin de l'agonie, de la misère et de la détresse de dizaines de milliers de Somaliens sans souhaiter ardemment pouvoir aller les aider personnellement?

Je tiens d'abord à remercier toutes les personnes d'origine canadienne et autres qui, depuis des mois, travaillent dans des conditions terribles pour essayer d'aider, en notre nom aussi, j'imagine, ces êtres humains affamés, hantés par la violence et victimes de l'horrible situation qui existe en Somalie.

Nous appuyons la résolution des Nations Unies qui prévoit une action coercitive ou des mesures d'instauration de la paix pour résoudre certains problèmes qui accablent aujourd'hui la Somalie. Nous nous réjouissons du fait que les Nations Unies seront toujours au fait de la situation et que le secrétaire général aura constamment son mot à dire dans les décisions qui seront prises, même si les forces d'instauration de la paix sont dirigées par les États-Unis.

Nous retrouvons un peu espoir à la pensée que nous intervenons pour porter secours à des êtres humains innocents, victimes de la violence et de la famine et que nous ne le faisons pas seulement lorsque nos propres intérêts sont en jeu. Voilà, à mon avis, une étape importante que viennent de franchir les Nations Unies et le monde entier, une étape porteuse d'espoir.

Par ailleurs, cette opération me redonne un peu foi en l'avenir parce que nous prenons des mesures pour désarmer ceux qui terrorisent par la violence d'innocents Somaliens. Les jeunes de 11, 12 et 13 ans et leurs seigneurs de la guerre en Somalie n'ont pas fabriqué eux-mêmes les armes qu'ils ont en leur possession. Pendant des décennies, les pays occidentaux, les pays industrialisés du Nord en particulier, ont réalisé d'énormes bénéfices grâce aux ventes d'armes maintenant tombées entre les mains de ceux qui se livrent à des actes de violence contre d'innocents Somaliens.